

Ville d'Esch-sur-Alzette



Conseil Communal



**Séance du
9 décembre 2016**

CONSEIL COMMUNAL

Madame, Monsieur,

Par la présente, nous vous prions de bien vouloir assister à la prochaine séance du conseil communal, qui aura lieu le

vendredi 9 décembre 2016 de 09H00 à 13H00

dans la grande salle de séance de l'Hôtel de Ville avec l'ordre du jour suivant :

ORDRE DU JOUR

Réunion à huis clos: 09H00 - 09H20

1. Questions de personnel (présentations de candidats, nominations aux emplois, promotions, démissions); décision

Réunion publique: 09H20 - 13H00

2. Information au public des décisions de personnel
3. Correspondance
4. Propriété des édifices religieux du culte catholique
 - 4.1. Eglise Sacré Coeur; attribution de la propriété au Fonds; décision
 - 4.2. Eglise St Henri; attribution de la propriété au Fonds; décision
 - 4.3. Eglise St Joseph; attribution de la propriété au Fonds; décision
5. Règlement communal concernant l'octroi d'une subvention pour l'acquisition d'appareils ménagers ; modification ; décision
6. Circulation :
 - 6.1. Place de la Paix ; modification du règlement de la circulation ; décision
 - 6.2. Rue Jean-Pierre Michels ; modification du règlement de la circulation ; décision
 - 6.3. Rue dite rue de l'Etang ; modification du règlement de la circulation ; décision
 - 6.4. CR 110 rue d'Ehlerange - hors agglomération ; modification du règlement de la circulation ; décision
 - 6.5. Confirmation des règlements de circulation temporaires ; décision
7. Conventions

- 7.1. Convention relative à l'obtention du titre de Capitale Européenne de la Culture 2022 ; décision
- 7.2. Conventions relatives à la mise à disposition de toitures pour installations photovoltaïques
 - 7.2.1. Contrat de location de la toiture du bâtiment Ecole Brill 2; décision
 - 7.2.2. Contrat de location de la toiture du bâtiment Ecole Lallange; décision
- 7.3. Convention avec l'Etat et l'Entente « Mine Cockerill » ; décision
- 8. Questions de personnel
 - 8.1.1. Travaux Municipaux, division du géomètre: création et suppression de postes; décision
 - 8.1.2. Travaux Municipaux, division du génie civil: création et suppression de postes; décision
 - 8.1.3. Création d'un poste de salarié communal auprès du parc animalier; décision
- 8.2. Conversion de poste; décision
- 8.3. Prolongation de stage; décision
- 9. Subsidés :
 - 9.1. Subsidés extraordinaires; décision
 - 9.2. Subsidés extraordinaires - Dossier ONG 2016; décision
- 10. Contrats de bail et avenants; décision
- 11. Commissions consultatives; modifications; décision

Le premier point sera traité en séance secrète.

Les dossiers peuvent être consultés par les conseillers communaux au service secrétariat de la Ville à partir du lundi 5 décembre 2016.

Veuillez agréer, Madame, Monsieur, l'expression de notre parfaite considération.

Le secrétaire général

Bourgmestre

Pas de documents associés à ce point

Pas de documents associés à ce point

Pas de documents associés à ce point

Pas de documents associés à ce point

Pas de documents associés à ce point

Pas de documents associés à ce point



Ville d'Esch-sur-Alzette

Secrétariat

Date de l'annonce publique de la séance:

Date de la convocation des conseillers :

point de l'ordre du jour no:

Délibération du Conseil Communal de la Ville d'Esch-sur-Alzette

Séance publique du

Présents :

Absents :

Le Conseil Communal;

Objet: Modification du règlement communal concernant l'octroi d'une subvention pour l'acquisition d'appareils ménagers remplissant les conditions écologiques de la classe A+++

Vu ses délibérations du 7 mai 2004, du 19 octobre 2007 respectivement du 2 décembre 2011, relatives à l'octroi d'une subvention pour l'acquisition d'appareils ménagers remplissant les conditions écologiques de la classe A, A+ et A++ ;

Vu la directive européenne 2003/66/CE de la commission du 3 juillet 2003 modifiant la directive 94/2/CE portant modalités d'application de la directive 92/75/CEE du Conseil en ce qui concerne l'indication de la consommation d'énergie des réfrigérateurs, des congélateurs, des appareils combinés, des machines à laver et des lave-vaisselles ;

Vu le règlement grand-ducal du 20 avril 2009 instituant un régime d'aides pour la promotion de l'utilisation rationnelle de l'énergie et la mise en valeur des énergies renouvelables ;

Vu l'évolution constante du marché, notamment en ce qui concerne les congélateurs/réfrigérateurs ;

Considérant que les classes énergétiques A+ et A++ sont devenus standard et qu'il y a désormais un grand choix dans les appareils ménagers de la classe A+++ ;

Considérant que le collège des bourgmestre et échevins se propose de sensibiliser la population eschoise à l'économie d'énergie et d'accorder des aides dans le cadre des dispositions légales précitées ;

Considérant qu'il y a lieu d'adapter le règlement communal en question ;

Vu la loi communale modifiée du 13 décembre 1988 ;

Après en avoir délibéré conformément à la loi,

décide

d'arrêter le règlement communal concernant l'octroi d'une subvention pour l'acquisition d'appareils ménagers remplissant les conditions écologiques de la classe A+++ comme suit :

Article 1^{er} : Objet

Il est accordé sous les conditions et modalités définies ci-après une subvention pour l'acquisition

- d'une machine à laver, d'un lave vaisselle, d'un sèche linge, d'un réfrigérateur, d'un congélateur ou d'un appareil combiné de la classe A+++.

Article 2 : Bénéficiaires

Peut bénéficier des subventions faisant l'objet du présent règlement, toute personne ou ménage composé d'une ou plusieurs personnes ayant éliminé un appareil existant ainsi que tout ménage nouvellement constitué.

Le demandeur doit impérativement être inscrit au registre de la population à Esch-sur-Alzette.

Ne peut pas bénéficier des subventions, tout ménage composé d'une ou plusieurs personnes ayant déjà profité de la subvention au cours des 5 dernières années.

La subvention se rapporte exclusivement aux appareils installés dans les immeubles ou les parties d'immeubles destinés principalement à des fins d'habitation et situés sur le territoire de la Ville d'Esch-sur-Alzette.

Ne sont pas subventionnés les appareils installés dans les locaux à usage professionnel ou commercial, y non compris ceux faisant l'objet d'un bail mixte, ainsi que dans les habitations non occupées.

Article 3 : Montant

Le montant de la subvention communale est fixé à :

- 70 € (euros) par appareil de la classe A+++ (machine à laver, sèche linge, lave vaisselle, réfrigérateur, congélateur et appareil combiné)

Article 4 : Modalités d'octroi

La subvention est allouée sur demande écrite et au vu des documents suivants :

- facture acquittée avec mention du type d'appareil et de la date d'achat ;
- certificat qu'il s'agit d'un appareil du type A+++ ;
- certificat d'élimination d'un appareil existant.
- **Certificat de résidence démontrant que l'inscription à l'adresse date de moins de 6 mois (en cas de ménage nouvellement constitué uniquement)**

Article 5 : Remboursement

La subvention ne peut être accordée qu'une seule fois à un même bénéficiaire pour la même installation (pour le même type d'appareil).

La subvention est sujette à restitution si elle a été obtenue par suite de fausses déclarations ou de renseignements inexacts.

Article 6 : Contrôle

L'introduction de la demande comporte l'engagement du demandeur d'autoriser les représentants de l'administration communale à procéder sur place aux vérifications qu'ils jugent nécessaires. L'administration communale se réserve le droit de demander toute pièce supplémentaire pour pouvoir vérifier le respect des conditions prévues pour l'octroi de la subvention.

Article 7 : Entrée en vigueur

Le présent règlement entre en vigueur conformément aux dispositions de l'article 82 de la loi communale modifiée du 13 décembre 1988.

en séance

date qu'en tête

suivent les signatures

Esch-sur-Alzette, le
Pour expédition conforme,
Le secrétaire communal,

Le bourgmestre,

Pas de documents associés à ce point



Ville d'Esch-sur-Alzette

Secrétariat

Date de l'annonce publique de la séance:

Date de la convocation des conseillers:

point de l'ordre du jour no:

Délibération du Conseil Communal de la Ville d'Esch-sur-Alzette

Séance publique du

Présents:

Absents :

Le Conseil Communal;

Objet: modification du règlement de la circulation – Place de la Paix

Considérant que le collège échevinal se propose de modifier le règlement général de la circulation sur la Place de la Paix.

Vu la loi modifiée du 14 février 1955 concernant la réglementation de la circulation sur toutes les voies publiques;

Vu l'arrêté grand-ducal modifié du 23 novembre 1955 portant règlement de la circulation sur toutes les voies publiques;

Vu la loi du 31 mai 1999 portant création d'un corps de police grand-ducale et d'une inspection générale de la police;

Vu le titre XI, article 3, du décret du 16-24 août 1790 sur l'organisation judiciaire;

Vu la loi communale modifiée du 13 décembre 1988;






Vu le règlement de circulation communal modifié du 10 octobre 2008;






arrête
à l'unanimité

ARTICLE 1^{ier}

Le règlement général de circulation de la Ville d'Esch-sur-Alzette du 10 octobre 2008 est modifié comme suit :

PAIX, place de la

Article	Libellé	Situation	Vote C.C. Appr.	Signal
2/1/2	Accès interdit, excepté cycles	- sur le parking en provenance de la rue J.P. Michels		
3/1	Direction obligatoire	- en provenance de l'avenue de la Paix, sur le parking		
3/5	Voie cyclable obligatoire	- de l'avenue de la Paix jusqu'à la rue Jean-Pierre Michels, des 2 côtés		
3/7	Chemin obligatoire pour cyclistes et piétons	- le long des immeubles N°8 à N°6		
3/9	Passage pour piétons	- à l'intersection avec la rue Jean-Pierre Michels (1 passage)		

3/10	Passage pour piétons et cyclistes	- à l'intersection avec le boulevard Winston Churchill, (1 passage)	
4/1	Cédez le passage	- à la rue Jean-Pierre Michels - à la rue J.P. Michels en venant du parking	
4/4	Signaux colorés lumineux	- A l'intersection avec la rue Jean-Pierre Michels	
5/1/1	Stationnement et parage, disposition générale >24h	- Sur toute la place	
5/2/1	Stationnement interdit	- sur toute la longueur des 2 côtés	
5/2/7	Stationnement interdit, excepté motocycles, cyclomoteurs et cycles	- à la hauteur de la sortie rue J.P. Michels du parking (4 emplacements)	

ARTICLE 2

La nouvelle réglementation temporaire est signalée conformément aux prescriptions du code de la route.

ARTICLE 3

Conformément à la loi communale modifiée du 13 décembre 1988 le présent arrêté est transmis en copie à Monsieur le Ministre de l'Intérieur.

en séance

suivent les signatures

date qu'en tête



Ville d'Esch-sur-Alzette

Secrétariat

Date de l'annonce publique de la séance:

Date de la convocation des conseillers:

point de l'ordre du jour no:

Délibération du Conseil Communal de la Ville d'Esch-sur-Alzette

Séance publique du

Présents:

Absents :

Le Conseil Communal;

Objet: modification du règlement de la circulation – rue Jean-Pierre Michels

Considérant que le collège échevinal se propose de modifier le règlement général de la circulation dans la rue Jean-Pierre Michels.

Vu la loi modifiée du 14 février 1955 concernant la réglementation de la circulation sur toutes les voies publiques;

Vu l'arrêté grand-ducal modifié du 23 novembre 1955 portant règlement de la circulation sur toutes les voies publiques;

Vu la loi du 31 mai 1999 portant création d'un corps de police grand-ducale et d'une inspection générale de la police;

Vu le titre XI, article 3, du décret du 16-24 août 1790 sur l'organisation judiciaire;

Vu la loi communale modifiée du 13 décembre 1988;




Vu le règlement de circulation communal modifié du 10 octobre 2008;

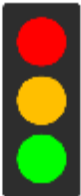




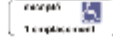



arrête
à l'unanimité





ARTICLE 1^{ier}


Le règlement général de circulation de la Ville d'Esch-sur-Alzette du 10 octobre 2008 est modifié comme suit :

MICHELS, rue Jean-Pierre

Article	Libellé	Situation	Vote C.C. Appr.	Signal
3/7	Chemin obligatoire pour cyclistes et piétons	<ul style="list-style-type: none"> - de la rue de Luxembourg N4 jusqu'à la rue Henri Dunant resp. la rue de l'Hôpital, des 2 côtés - de l'immeuble N°67 jusqu'à l'immeuble N°51 du côté impair - de la rue G.S. Patton jusqu'à la rue de Belvaux du côté impair 		
3/9	Passage pour piétons	<ul style="list-style-type: none"> - A l'intersection avec la N4 rue de Luxembourg (1 passage) - A l'intersection avec la rue Léon Metz resp. la place de la Paix (2 passages) - A l'intersection avec la rue de Belvaux (1 passage) - A l'intersection avec la rue Emile Mayrisch resp. la rue Henri Dunant (2 passages) - A l'intersection avec la rue de l'Hôpital resp. la rue Nicolas Biever (2 passages) - A la hauteur de la sortie de la cour du Lycée Hubert Clément (1 passage) - A l'intersection avec la rue Joseph Wester resp. la rue Général George S. Patton (2 passages) 		
4/1	Cédez le passage	<ul style="list-style-type: none"> - A l'intersection avec la rue de Luxembourg (N4) - A l'intersection avec la rue Léon Metz (2x) - A l'intersection avec la rue de Belvaux 		

4/4	Signaux colorés lumineux	<ul style="list-style-type: none"> - A l'intersection avec la rue Léon Metz - A l'intersection avec la rue de Belvaux 	
5/1/1	Stationnement et parage, disposition générale >24h	<ul style="list-style-type: none"> - Sur toute la longueur, des 2 côtés 	
5/2/1	Stationnement interdit	<ul style="list-style-type: none"> - De l'immeuble 81 jusqu'à l'immeuble 87, du côté pair - De la Place de la Paix jusqu'à la rue Henri Dunant, du côté impair 	
5/2/8	Stationnement interdit, livraisons	<ul style="list-style-type: none"> - à la hauteur de la place de la Paix du côté pair (les jours ouvrables, de 7h30 à 18h00) 	 
5/6/4	Stationnement avec disque, sauf résidents - stationnement interdit, excepté personnes handicapées	<ul style="list-style-type: none"> - A la hauteur de la maison 52, du côté pair, (1 emplacement) (max. 3h, les jours ouvrables de 8h00 à 18h00, excepté riverains avec vignette) - A la hauteur de la maison 61, du côté impair, (1 emplacement) (max. 3h, les jours ouvrables de 8h00 à 18h00, excepté résidents avec vignette) 	  
5/7/3	Stationnement payant, parcmètre à distribution de tickets, sauf résidents	<ul style="list-style-type: none"> - De rue de Belvaux jusqu'à la rue Joseph Wester, des 2 côtés, (max. 2h, les jours ouvrables de 8h00 à 18h00) - De la maison 87 jusqu'à la rue Léon Metz, du côté pair (max. 2h, les jours ouvrables de 8h00 à 18h00) - De la place de la Paix jusqu'à la rue de Luxembourg, des 2 côtés, (max. 2h, les jours ouvrables de 8h00 à 18h00) 	 

5/7/5	Stationnement payant, paromètre à distribution de tickets, sauf résidents - stationnement sur le trottoir	<ul style="list-style-type: none"> - De la rue Jos Wester jusqu'à la rue de l'Hôpital, du côté pair, (max. 2h, les jours ouvrables de 8h00 à 18h00) - De la maison 87 jusqu'à l'immeuble 51, du côté impair, (max. 2h, les jours ouvrables de 8h00 à 18h00) 	
5/10/1	Arrêt d'autobus	<ul style="list-style-type: none"> - A la hauteur de l'intersection avec la rue de Luxembourg, du côté pair - A la hauteur du Lycée Hubert Clément, du côté impair - A la hauteur de la maison 145, du côté impair - A la hauteur de la maison 179, du côté impair - À la hauteur des maisons 48 à 50, du côté pair - à la hauteur de la Place Lodève, du côté pair - à la hauteur de la Place de la Paix, du côté pair - à la hauteur de l'immeuble 99, du côté impair 	
6/1/1	Zone 'Accès interdit aux camions, excepté riverains et fournisseurs'	<ul style="list-style-type: none"> - De la rue de Belvaux jusqu'à la rue Léon Metz - de la place de la Paix jusqu'à la rue de Luxembourg 	
6/2/1	Zone à 30 km/h	<ul style="list-style-type: none"> - De la rue de Belvaux jusqu'à la rue Léon Metz - De la place de la paix jusqu'à la rue de Luxembourg 	

6/3/2	Zone 'Stationnement interdit aux véhicules destinés au transport de choses, excepté certains jours'	- Sur toute la longueur, (excepté les jours ouvrables de 8h00 à 18h00)	
-------	---	--	---

ARTICLE 2

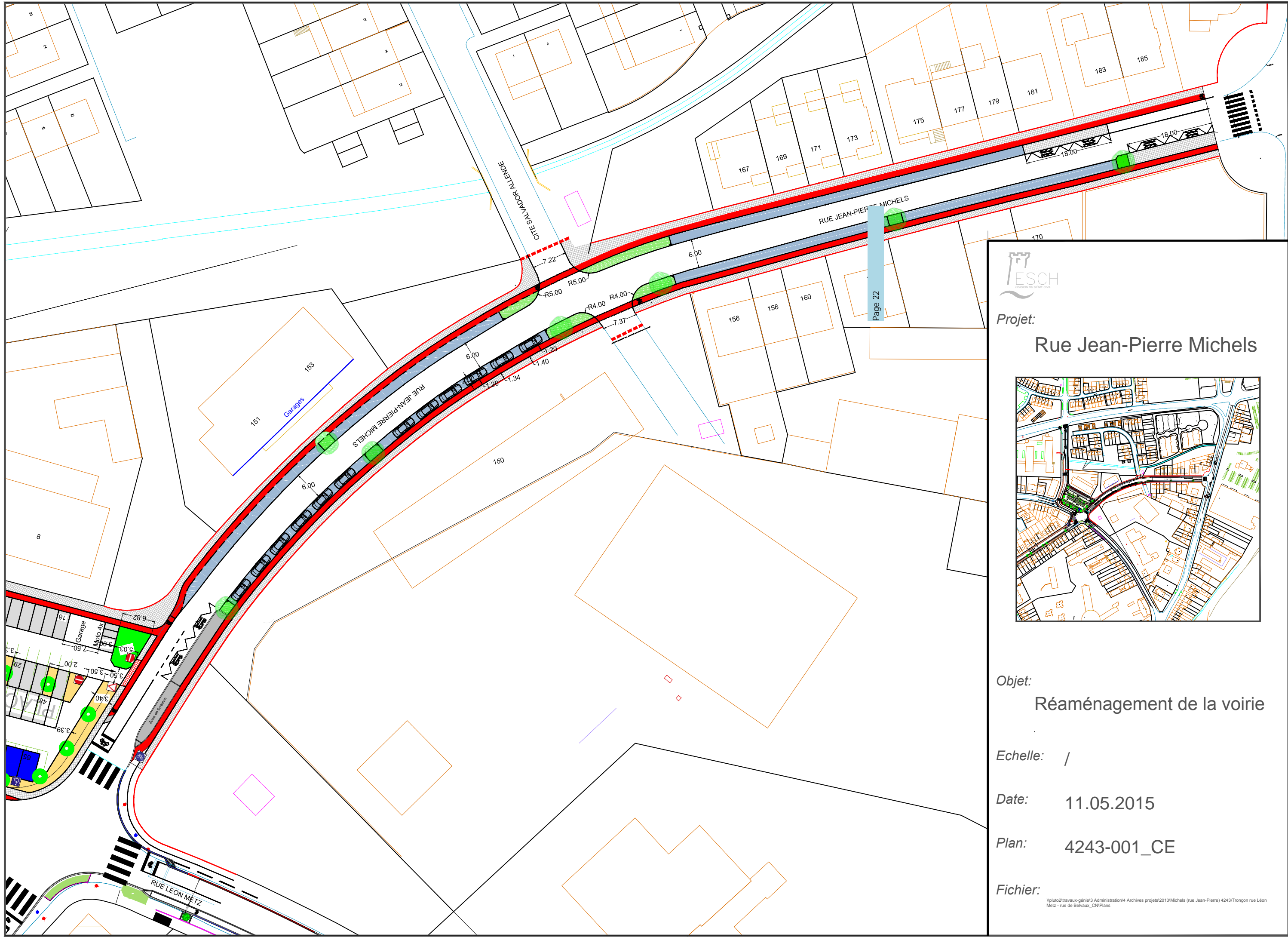
La nouvelle réglementation temporaire est signalée conformément aux prescriptions du code de la route.

ARTICLE 3

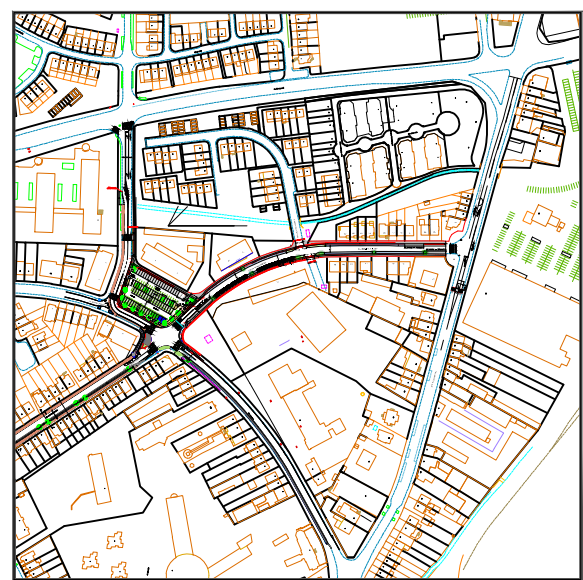
Conformément à la loi communale modifiée du 13 décembre 1988 le présent arrêté est transmis en copie à Monsieur le Ministre de l'Intérieur.

en séance

date qu'en tête
suivent les signatures



Projet:
Rue Jean-Pierre Michels



Objet:
Réaménagement de la voirie

Echelle: /

Date: 11.05.2015

Plan: 4243-001_CE

Fichier:
\\pluto2\travaux-génie\3 Administration\4 Archives projets\2013\Michels (rue Jean-Pierre) 4243\Tronçon rue Léon Metz - rue de Belvaux_CNIPlans



Ville d'Esch-sur-Alzette

Secrétariat

Date de l'annonce publique de la séance:

Date de la convocation des conseillers:

point de l'ordre du jour no:

Délibération du Conseil Communal de la Ville d'Esch-sur-Alzette

Séance publique du

Présents:

Absents :

Le Conseil Communal;

Objet: modification du règlement de la circulation – CR 191a – rue dite rue de l'Etang

Considérant que le collège échevinal se propose de modifier le règlement général de la circulation dans sur le CR 191a rue dite rue de l'Etang.

Vu la loi modifiée du 14 février 1955 concernant la réglementation de la circulation sur toutes les voies publiques;

Vu l'arrêté grand-ducal modifié du 23 novembre 1955 portant règlement de la circulation sur toutes les voies publiques;

Vu la loi du 31 mai 1999 portant création d'un corps de police grand-ducale et d'une inspection générale de la police;

Vu le titre XI, article 3, du décret du 16-24 août 1790 sur l'organisation judiciaire;

Vu la loi communale modifiée du 13 décembre 1988;


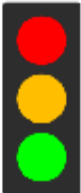


Vu le règlement de circulation communal modifié du 10 octobre 2008;

arrête
à l'unanimité

ARTICLE 1^{ier}

Le règlement général de circulation de la Ville d'Esch-sur-Alzette du 10 octobre 2008 est modifié comme suit :

C.R. 191A , (rue dite rue de l'Etang)

Article	Libellé	Situation	Vote C.C. Appr.	Signal
3/9	Passage pour piétons	- à la hauteur de l'arrêt de bus - dans la voir de desserte à l'entrée du parking de la Maison du Savoir		
4/4	Signaux colorés lumineux	- à la hauteur du passage pour piétons		
5/1/1	Stationnement et parage, disposition générale >24h	- sur toute la longueur - sur toute longueur		
5/3/1	Arrêt et stationnement interdits	- sur toute la longueur		
5/10/1	Arrêt d'autobus	- à la hauteur du parking du côté droite en direction de la porte de la Sciences		

ARTICLE 2

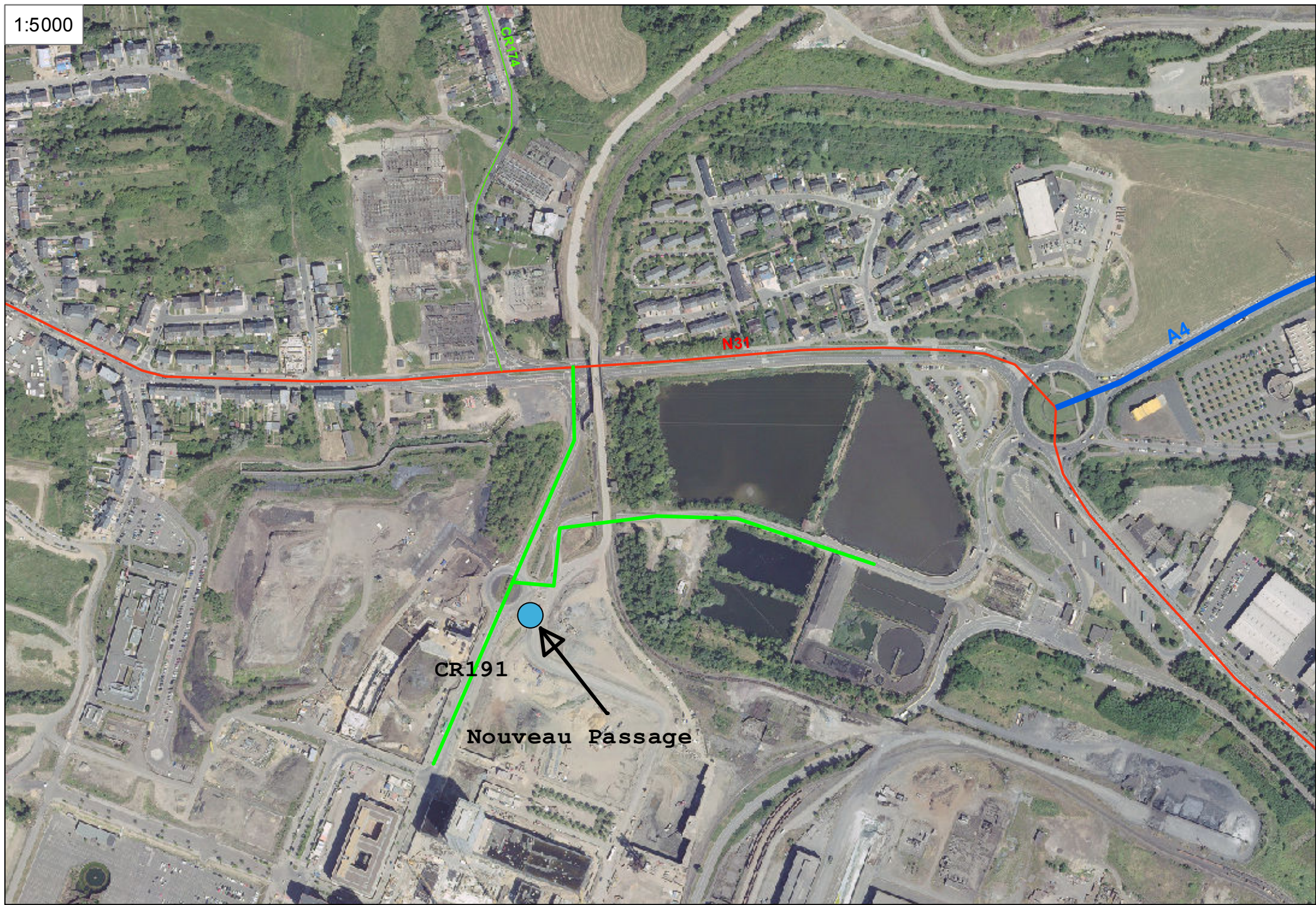
La nouvelle réglementation temporaire est signalée conformément aux prescriptions du code de la route.

ARTICLE 3

Conformément à la loi communale modifiée du 13 décembre 1988 le présent arrêté est transmis en copie à Monsieur le Ministre de l'Intérieur.

en séance

date qu'en tête
suivent les signatures



1:1000



neien Passage à piétons

Parking Maison du Savoir



Ville d'Esch-sur-Alzette

Secrétariat

Date de l'annonce publique de la séance:

Date de la convocation des conseillers:

point de l'ordre du jour no:

Délibération du Conseil Communal de la Ville d'Esch-sur-Alzette

Séance publique du

Présents:

Absents :

Le Conseil Communal;

Objet: modification du règlement de la circulation – CR 110 rue d'Ehlerange – hors agglomération

Considérant que le collège échevinal se propose de modifier le règlement général de la circulation dans sur le CR 110 rue d'Ehlerange

Vu la loi modifiée du 14 février 1955 concernant la réglementation de la circulation sur toutes les voies publiques;

Vu l'arrêté grand-ducal modifié du 23 novembre 1955 portant règlement de la circulation sur toutes les voies publiques;

Vu la loi du 31 mai 1999 portant création d'un corps de police grand-ducale et d'une inspection générale de la police;

Vu le titre XI, article 3, du décret du 16-24 août 1790 sur l'organisation judiciaire;

Vu la loi communale modifiée du 13 décembre 1988;






Vu le règlement de circulation communal modifié du 10 octobre 2008;


arrête
à l'unanimité

ARTICLE 1^{ier}

Le règlement général de circulation de la Ville d'Esch-sur-Alzette du 10 octobre 2008 est modifié comme suit :

EHLERANGE, rue d' (CR110) (hors agglomération)

Article	Libellé	Situation	Vote C.C. Appr.	Signal
3/2	Contournement obligatoire	- aux îlots à la hauteur du rond-point à l'intersection avec la N37 resp. la voie de desserte		
3/3	Intersection à sens giratoire obligatoire	- au rond-point à l'intersection avec la N37 resp. la voie de desserte		
3/9	Passage pour piétons	- dans la voie de desserte à l'intersection avec le rond-point à l'intersection avec la N37 resp. la voie de desserte		
4/1	Cédez le passage	- à l'intersection avec le rond-point à l'intersection avec la N37 resp la voie de desserte		
5/1/1	Stationnement et parcage, disposition générale >24h	- sur toute la longueur, des 2 côtés		
5/3/1	Arrêt et stationnement interdits	- sur toute longueur		

6/3/2	Zone 'Stationnement interdit aux véhicules destinés au transport de choses, excepté certains jours'	- sur toute la longueur, (excepté les jours ouvrables de 08h00 à 18h00)	
-------	---	---	---

ARTICLE 2

La nouvelle réglementation temporaire est signalée conformément aux prescriptions du code de la route.

ARTICLE 3

Conformément à la loi communale modifiée du 13 décembre 1988 le présent arrêté est transmis en copie à Monsieur le Ministre de l'Intérieur.

en séance

date qu'en tête
suivent les signatures



Pas de documents associés à ce point

Pas de documents associés à ce point



Ville d'Esch-sur-Alzette

CONVENTION

ENTRE

L'Administration Communale de la Ville d'Esch-sur-Alzette, N° d'identité national 0000 5132 045, établie à L – 4138 ESCH-SUR-ALZETTE, Place de l'Hôtel de Ville, représentée par son collège des Bourgmestre et Echevins actuellement en fonction, à savoir

Madame Vera SPAUTZ, Bourgmestre,
Monsieur Martin KOX, Echevin,
Monsieur Jean TONNAR, Echevin,
Monsieur Henri HINTERSCHEID Echevin,
Monsieur Dan CODELLO, Echevin,

Dénommé ci-après « la Ville »

ET

L'association sans but lucratif « Capitale Européenne de la Culture 2022 A.S.B.L », inscrite au Registre du Commerce et des Sociétés sous le numéro F10850, représentée par son conseil d'administration actuellement en fonctions et pour les besoins de la présente convention par

- Monsieur Dan BIANCLANA, Vice-Président, 83, rue Grand-Duc Adolphe L-3412 Dudelange,
et
- Monsieur Michel CLEES, Trésorier, 11, rue Joseph Wester L-4349 Esch-sur-Alzette

Dénommé ci-après « l'Association » Il a été convenu de ce qui suit :

Article 1^{er} : Objet

Dans le cadre de la candidature de la Ville d'Esch-sur-Alzette visant l'obtention du titre de Capitale Européenne de la Culture 2022, l'Association spécialement créée à cette occasion et la Ville (ci-après dénommés « les Partenaires ») collaborent activement à l'élaboration du dossier intitulé « BidBook ».

Les Partenaires ont donc décidé de conclure la présente Convention afin de tracer les contours de cette collaboration et de décrire leurs principales obligations réciproques.



Ville d'Esch-sur-Alzette

La stratégie culturelle de la candidature en question est fixée d'un commun accord entre la Ville et l'Association.

L'Association est libre de rechercher des partenaires privés pour le financement de cette candidature.

Article 2 : Durée et résiliation

2.1. Durée de la Convention

La présente Convention prend cours à partir de la date de la signature de la présente.

La Convention ne sortira ses effets qu'après l'approbation par le Conseil Communal de la Ville d'Esch-sur-Alzette, respectivement par le Ministère de l'Intérieur.

La présente Convention prendra fin de plein droit au jour du prononcé du résultat par le jury. En cas d'octroi du titre de Capitale Européenne de la Culture pour l'année 2022, elle sera remplacée par une nouvelle Convention qui redéfinira les contours de la collaboration pour les années suivantes.

2.2. Résiliation anticipée

La Ville et l'Association seront à tout moment habilitées à résilier la présente Convention avec effet immédiat dans les cas suivants :

- i. lorsque l'autre partie se rend responsable d'un manquement matériel à l'un quelconque des termes ou conditions de la présente Convention, lequel manquement n'aura pas été rectifié endéans trente (30) jours suivant mise en demeure de ce faire;
- ii. lorsqu'une partie, selon le cas, prend acte d'activités ou de transactions généralement quelconques dans le chef de l'autre partie qui seraient illégales ou supposées être illégales, la présente Convention pourra être résiliée par l'une ou l'autre partie ;

Toute notification se fera par courrier recommandé avec accusé de réception, le tampon de la poste faisant foi.



Ville d'Esch-sur-Alzette

Article 3 : Les obligations des Partenaires

3.1. Droits et obligations de la Ville

3.1.1. Participation et soutien matériel

Pour l'année budgétaire 2017, la Ville accorde une subvention de **300.000.- € (trois cent mille euros)** à l'Association. Le subside sera payable quinze jours après l'approbation par l'autorité supérieure.

.

La Ville mettra à disposition de l'Association des locaux de bureau, du mobilier de bureau, des ordinateurs et des téléphones portables pour les besoins des employés de l'Association.

3.2. Les obligations de l'Association

L'Association est chargée de l'élaboration du dossier de candidature (BidBook) qui est à remettre pour le 15 septembre 2017 au plus tard ainsi que de la préparation du passage courant le mois d'octobre 2017 devant le jury d'experts européens afin de défendre la candidature de la Ville d'Esch-sur-Alzette.

L'Association est responsable de l'élaboration d'une vision et d'un projet pour la Candidature de la Ville d'Esch-sur-Alzette pour devenir Capitale Européenne de la Culture en 2022.

Elle travaillera en étroite collaboration avec tous les services concernés des villes et communes du Prosud et de la CCPHVA. L'Association réalisera la mise en place des collaborations et partenariats stratégiques dans toute l'Europe.

La Ville peut, à tout moment, demander des renseignements concernant la gestion de l'Association.

L'Association est, en outre, tenue de présenter sa comptabilité sur première demande à l'examen et au contrôle des autorités communales de la Ville.

A l'arrivée du terme de la présente Convention, l'Association présentera à la Ville un rapport final sur les activités financières.

Article 4. Notifications



Ville d'Esch-sur-Alzette

La Ville et l'Association conviennent que toutes notifications ou communications en exécution de la présente Convention seront faites par lettre recommandée ou moyen équivalent.

La remise à la poste de telles modifications ou communications vaut notification ou communication à compter du cinquième jour de l'expédition.

Article 5. Cession de droit et avenants

5.1. Cession de droit

La présente Convention est conclue *intuitu personae*. Il est formellement et strictement interdit à l'Association de céder les droits et obligations découlant du présent Contrat à un tiers.

5.2. Avenants

A la demande d'une des Parties notifiée conformément aux dispositions de l'article 4, des négociations pour le renouvellement de tout ou partie de la Convention seront menées.

Ces négociations devront débuter au plus tard le 15 novembre de l'année en cours et n'auront d'effet que pour l'année suivante.

Si aucun accord n'a été trouvé par les Parties, cela n'affecte en rien l'exécution conforme à la présente Convention de la candidature pour l'année en cours.

Article 6. Force majeure

Les parties sont tenues de remplir leurs obligations, sous réserve d'un cas de force majeure dûment constaté et accepté par les Parties en cause, c'est-à-dire un événement imprévisible, irrésistible et indépendant de la volonté des Parties (p.ex. fait de la nature, guerre, etc.).



Ville d'Esch-sur-Alzette

Si une des Parties se prévaut d'un cas de force majeure, elle doit en informer l'autre Partie endéans les 24 heures qui suivent son constat et ce, par courrier recommandé avec accusé de réception.

Au cas où le cas de force majeure est reconnu par les deux Parties, tout ou partie de la Convention sera suspendue d'un commun accord des Parties jusqu'à disparition pure et simple du cas de force majeure

En cas de rigueur, la partie lésée peut demander l'ouverture de renégociations de la présente convention. La demande doit être faite par lettre recommandée ou moyen équivalent sans retard indu et être motivée.

La demande ne donne pas par elle-même à la partie lésée le droit de suspendre l'exécution de ses obligations.

Faute d'accord entre les parties dans un délai raisonnable, l'une ou l'autre peut saisir le tribunal compétent conformément à l'article 12 ci-dessous.

Le tribunal qui conclut à l'existence d'un cas de rigueur peut, s'il l'estime raisonnable:

- a) mettre fin à la convention à la date et aux conditions qu'il fixe; ou
- b) adapter la convention en vue de rétablir l'équilibre des prestations.

Article 7. Généralités

Si une clause de la présente Convention est déclarée nulle, cela n'affecte en rien la validité du reste du contrat. La clause entachée de nullité sera considérée comme non avenue.

Toute modification de la présente convention devra être décidée d'un commun accord des Parties et faire l'objet d'un avenant. Le parallélisme des formes est à respecter.

Article 8. Loi applicable et for juridique

La présente Convention est soumise au droit luxembourgeois.

En cas de litige, les parties s'engagent à engager des pourparlers d'arrangements. En cas d'échec des pourparlers que la partie la plus diligente pourra engager la procédure judiciaire qui s'impose.

Les litiges éventuels découlant de la présente Convention seront de la compétence exclusive des cours et tribunaux du Grand-Duché de Luxembourg.



Ville d'Esch-sur-Alzette

Convention conclue le _____ à _____ et rédigée en tant d'exemplaires que de parties, chaque exemplaire constituant un original.

Le Collège échevinal de la Ville d'Esch-sur Alzette

Pour Capitale Européenne de la Culture 2022

Vera SPAUTZ, Bourgmestre

Daniel BIANCALANA, Vice-Président

Martin KOX, Echevin

Michel CLEES, Trésorier

Jean TONNAR, Echevin

Henri HINTERSCHIED, Echevin

Dan CODELLO, Echevin

Pas de documents associés à ce point

CONTRAT DE LOCATION

ENTRE

L'Administration Communale de la Ville d'Esch-sur-Alzette, n° d'identité national 0000 5132 045, établie à L-4138 ESCH-SUR-ALZETTE, Place de l'Hôtel de Ville, représentée par son Collège des Bourgmestre et Echevins actuellement en fonctions, à savoir

Madame Vera SPAUTZ, bourgmestre,
Monsieur Martin KOX, échevin,
Monsieur Jean TONNAR, échevin,
Monsieur Henri HINTERSCHEID échevin,
Monsieur Dan CODELLO, échevin,

Dénommée ci-après « la Ville »,

ET

La Société Sudstroum S.à r.l. & Co S.e.c.s., n° d'identité national 2007 2100 310, ayant son siège social à L-4040 Esch sur Alzette, 12, rue Xavier Brasseur, inscrite au Registre de Commerce et des Sociétés sous le numéro B130.294, représentée par la Société Sudstroum S.à r.l., N° d'identité nationale 2007 2436 068, ayant son siège social à 12, rue Xavier Brasseur, L-4040 Esch-sur-Alzette, inscrite au Registre de Commerce et des Sociétés sous le numéro B130.282, et plus particulièrement par ses directeurs actuellement en fonctions, à savoir

Monsieur Torsten SCHOCKMEL, CAO & CFO,
Monsieur Jeff PAULUS, CIO & CTO,

Dénommée ci-après « l'Utilisateur »,

Il a été conclu ce qui suit :

PREAMBULE

En vu de promouvoir l'utilisation de sources d'énergie alternatives, la Ville a accepté de mettre à la disposition de l'Utilisateur une partie de la toiture du bâtiment Ecole Brill 2 (ci-après dénommé « Ecole Brill »), afin d'y exploiter une installation photovoltaïque.

Les conditions de réalisation et de gestion de l'installation sont arrêtées ci-après.

Article 1^{er} : Objet

1.1. Propriété et mise à disposition

La Ville accepte de mettre à disposition de l'Utilisateur les lieux et surfaces suivantes de l'Ecole Brill, immeuble sis au lieu-dit « rue de l'Alzette », Section A d'Esch-Nord Rue de l'Alzette, inscrit au cadastre sous le numéro 1443/15199.

- a) La toiture de Ecole Brill d'une surface de +/- 400 m2 et à toiture plate pour la mise en place de l'installation photovoltaïque appartenant à l'Utilisateur ;
- b) Un emplacement auprès du compteur d'électricité actuel, pour y installer le compteur de production d'électricité de SUDSTROUM et les installations techniques nécessaires au fonctionnement et au contrôle de l'installation photovoltaïque ;
- c) Un emplacement pour la fixation des onduleurs ;

Par ailleurs, la Ville autorise l'Utilisateur à user de l'accès au réseau téléphonique existant pour les besoins de télésurveillance de l'installation photovoltaïque. Tous les frais de communication résultant de cette télésurveillance seront à la charge de l'Utilisateur.

1.2. Déclaration de la Ville

La Ville déclare qu'elle jouit d'un droit de propriété exclusif et non grevé de servitude, ou d'un quelconque autre démembrement de propriété sur l'Ecole Brill.

La mise à disposition des lieux et surfaces définis ci-avant ne contrarie pas l'affectation de l'Ecole Brill à l'usage auquel il est destiné.

1.3. Déclaration de l'Utilisateur

Un état des lieux de la toiture et des éléments de l'Ecole Brill sujet à modification sera dressé en présence des Parties avant la mise en place de l'installation photovoltaïque.

Au cas où aucun état des lieux n'est établi, les lieux et surfaces mis à disposition seront considérés comme ayant été remis en bon état de réparation.

Avant le début des travaux, l'Utilisateur s'engage à analyser scrupuleusement le rapport établi par le Bureau d'Etude SCHROEDER & ASSOCIES S.A. en date du 27/10/2016 et à en respecter les prescriptions techniques y retenues, notamment en ce qui concerne la charge maximale de la toiture.

Le rapport est annexé à la présente Convention pour en faire partie intégrante.

L'Utilisateur soumettra avant l'installation de l'équipement un plan d'exécution de cette mise en place à la Ville pour accord préalable.

L'Utilisateur prendra soin de ne pas détériorer la toiture, respectivement les autres éléments de l'Ecole Brill lui seront modifiés du fait de l'installation de l'équipement photovoltaïque.

L'Utilisateur déclare être le propriétaire de l'installation photovoltaïque.

L'unité de production reste la propriété de l'Utilisateur, sous réserve des dispositions de l'article 7.

L'électricité générée par l'unité de production est immédiatement acheminée dans le réseau d'électricité public.

La présente Convention ne constitue pas un contrat de fourniture d'électricité.

Article 2 : Durée et résiliation

2.1. Durée du contrat

La présente Convention est conclue pour une durée de quinze (15) ans, prenant cours à partir du 1^{er} janvier 2017.

Elle ne sortira ses effets qu'après l'approbation par le Conseil Communal de la Ville d'Esch-sur-Alzette.

2.2. Résiliation anticipée

La Ville est habilitée à résilier la présente Convention moyennant préavis de trois (3) mois lorsqu'un changement de l'affectation de l'immeuble, de son initiative ou non, rend la continuation de la mise à disposition matériellement impossible, ainsi qu'en cas de force majeure.

La Ville et l'Utilisateur seront à tout moment habilités à résilier la présente Convention avec effet immédiat dans les cas suivants :

- i. lorsque l'autre partie se rend responsable d'un manquement matériel à l'un quelconque des termes ou conditions de la présente Convention, lequel manquement n'aura pas été rectifié endéans trente (30) jours suivant mise en demeure de se faire;
- ii. lorsqu'une partie, selon le cas, prend acte d'activités ou de transactions généralement quelconques dans le chef de l'autre partie qui seraient illégales ou supposées être illégales, la présente Convention pourra être résiliée par l'une ou l'autre partie avec préavis ;
- iii. en cas de changement de législation rendant illégale l'exploitation de l'unité de production à quelque titre que ce soit ;
- iv. en cas de changement par la Ville du mode de jouissance de l'immeuble ;
- v. en cas d'aliénation, d'échange ou de location de l'immeuble ;

- vi. en cas de mise hors service de l'installation photovoltaïque pendant plus de douze (12) mois consécutifs, sans que les réparations nécessaires n'aient été entreprises par l'Utilisateur ;

Dans les cas de résiliation anticipée tels que prévus aux points *i*, *ii* et *vi*, à l'initiative de la Ville, la résiliation emporte les effets prévus à l'article 7 de la présente Convention.

Dans tous les autres cas, l'Utilisateur reste propriétaire des installations réalisées.

Article 3 : Prix

La mise à disposition des lieux et surfaces reste soumise au paiement d'une redevance annuelle de cent euros (100,00.-€) par l'Utilisateur à la Ville.

Article 4 : Les obligations des Partenaires

4.1. Droits et obligations de la Ville

4.1.1. L'autorisation conférée à l'Utilisateur est constitutive d'une simple tolérance, précaire, révocable et temporaire, exclusive d'un droit réel à son profit.

La prescription acquisitive d'une servitude ou d'un autre droit réel sur le toit ou sur une autre partie de l'immeuble mis à disposition par la Ville est explicitement exclue.

L'autorisation conférée à l'Utilisateur ne porte pas préjudice à la faculté de la Ville de procéder à des travaux d'entretien, de réparation, de reconstruction ou de modification de tout ou partie de l'immeuble. Des éventuels manques à gagner suite à de tels travaux ne sont pas à charge de la Ville. La Ville ne garantit pas la stabilité actuelle ou future de l'immeuble mis à disposition de l'Utilisateur pour l'installation.

4.1.2. La Ville s'interdit de s'immiscer d'une quelconque manière dans la gestion journalière de l'installation.

Sauf dans le cas où l'Utilisateur prouverait l'existence d'une faute grave dans le chef de la Ville, celle-ci n'est pas soumise à une quelconque responsabilité civile envers lui ou envers toute autre personne du fait de l'installation.

La Ville demeure soumise à une obligation générale de bonne foi.

4.2. Les obligations de l'Utilisateur

4.2.1. L'Utilisateur détient à tout moment la garde matérielle et juridique de l'installation. Il fera usage des lieux et surfaces mis à disposition en bon père de famille.

4.2.2. L'Utilisateur s'engage à tenir, à première demande, la Ville quitte et indemne de tous les frais, dépenses, taxes et impôts, prélèvements et autres charges nés ou à naître directement ou indirectement de la conclusion ou de l'exécution de la présente Convention.

4.2.3. L'Utilisateur s'engage à supprimer à ses frais et sur demande de la Ville l'unité de production et à remettre l'immeuble dans son pristin état à la fin pour n'importe quelle raison de la présente Convention, inclusivement en cas de résiliation de la Convention à l'initiative de la Ville ou suite à une injonction d'une autre autorité publique.

4.2.4. L'Utilisateur avertira la Ville de la nécessité de toute réparation ne lui incombant pas. L'Utilisateur s'engage à signaler à la Ville sans délai, dans le cadre des heures d'ouverture, tout dommage aux murs, toitures, conduites extérieures d'évacuation des eaux de pluie et autres incidents graves, dont il a connaissance.

Il avertira la Ville également de toute réparation et autres interventions nécessaires sur les parties dont l'entretien lui incombe, avant le début des travaux. Si les travaux envisagés entraînent ou sont susceptibles d'entraîner une modification ou transformation des parties de l'immeuble appartenant à la Ville, ils devront faire l'objet de l'accord préalable et exprès de la Ville.

4.2.5. Tous les frais en relation avec les réparations des lieux et surfaces mis à disposition, devenues nécessaires du fait de l'installation, de l'utilisation ou de l'enlèvement de l'équipement appartenant à l'Utilisateur, seront à sa charge exclusive.

Article 5: Accès sur place

La Ville prendra toute disposition utile pour que les agents de l'Utilisateur puissent, après en avoir formulé la demande et reçu l'autorisation de la Ville, se rendre à tout moment en tous endroits où une intervention de leur part serait nécessaire, pour procéder aux vérifications, constatations, ou réparations utiles à la bonne marche de l'exploitation, et ce uniquement en présence d'un membre du personnel de l'internat.

Au cours de la présente Convention, la Ville est autorisée à prendre inspection sur rendez-vous des lieux et surfaces mis à disposition de l'emprunteur pour vérifier leur état d'entretien.

Article 6 : Assurances et clause d'abandon de recours réciproque

6.1. Assurances

L'Utilisateur s'engage à contracter pour toute la durée de la présente Convention auprès d'une compagnie d'assurances agréée au Luxembourg, une assurance contre tous les risques pouvant être causés par l'exploitation de la centrale photovoltaïque aux lieux et surfaces mis à sa disposition par la Ville.

6.2. Clause d'abandon de recours réciproque

6.2.1. En cas de sinistre, l'Utilisateur et la Ville renoncent réciproquement à tous recours qu'ils pourraient avoir l'un envers l'autre, ainsi qu'envers leurs assurances respectives sans distinction quant à la cause du sinistre, notamment que ce soit en raison d'une faute simple ou d'une faute lourde de l'autre partie, ou en raison d'une faute simple, d'une faute lourde des employés, préposés, représentants, organes, sous-traitants, fournisseurs ou agents d'exécution généralement quelconques de l'autre Partie. Les Parties renoncent dans les mêmes conditions à tous recours contre leurs employés, préposés, représentants, organes, sous-traitants, fournisseurs ou agents d'exécution généralement quelconques de l'autre partie.

6.2.2 L'Utilisateur garantira et indemniserà la Ville (en principal, intérêts et frais, en ce compris les frais de défense) de tous recours qui seraient intentés par des tiers (en ce compris les propriétaires des œuvres exposées) contre la Ville à la suite d'une faute simple, d'une faute lourde ou d'un dol de l'organisateur, de ses employés, préposés, représentants, organes, sous-traitants, fournisseurs ou agents d'exécution généralement quelconques.

L'Utilisateur s'adjoindra, à première demande de la Ville à toute négociation amiable avec le tiers, prendra fait et cause pour la Ville et collaborera loyalement à la recherche d'un accord amiable.

L'Utilisateur interviendra volontairement, à première demande de la Ville, dans toute procédure (judiciaire, de médiation, d'arbitrage, etc.) et prendra fait et cause pour la Ville.

6.2.3. La Ville s'engage aux mêmes garanties envers l'Utilisateur que celles fournies au point 6.2.2., en cas de faute simple, de faute lourde ou d'une dol de la Ville, de ses employés, préposés, représentants, organes, sous-traitants, fournisseurs ou agents d'exécution généralement quelconques.

Article 7. Cession de l'installation à la Ville

A l'expiration de la Convention, l'Utilisateur cède sans indemnité à la Ville l'installation photovoltaïque, les onduleurs, les transformations, embellissements et en général tous travaux exécutés, à moins que le propriétaire ne réclame le rétablissement des lieux en leur pristin état, exclusion faite pour les câbles encastrés.

Article 8. Cession de la Convention

Les droits et obligations de l'Utilisateur ne sont cessibles que moyennant acceptation préalable et écrite de la part de la Ville. Une acceptation énoncera les clauses et conditions auxquelles elle est accordée.

Toute cession faite au mépris de la présente disposition est inopposable à la Ville.

Toute sous-location est prohibée.

Article 9. Notifications

La Ville et l'Utilisateur conviennent que toutes notifications ou communications en exécution de la présente Convention seront faites par lettre recommandée ou moyen équivalent aux adresses reprises en première page ou, en cas de changement, à la dernière adresse notifiée par lettre recommandée ou moyen équivalent au cocontractant.

La remise à la poste de telles modifications ou communications vaut notification ou communication à compter du cinquième jour de l'expédition. Tout changement d'adresse de l'une quelconque des parties doit être porté à la connaissance des autres parties par lettre recommandée ou moyen équivalent et sans retard.

Article 10. Clause de rigueur

10.1. Respect des clauses de la Convention

Les parties sont tenues de remplir leurs obligations, quand bien même l'exécution en serait devenue plus onéreuse, sous réserve des dispositions suivantes relatives à la rigueur.

10.2. Définition du terme « rigueur »

Il y a rigueur lorsque surviennent des événements qui altèrent fondamentalement l'équilibre des prestations, soit que le coût de l'exécution des obligations ait substantiellement augmenté, soit que la valeur de la contre-prestation ait substantiellement diminué, et

- a) que ces événements sont survenus ou ont été connus de la partie lésée après la conclusion de la Convention ;
- b) que la partie lésée n'a pu, lors de la conclusion de la Convention, raisonnablement prendre de tels événements en considération ;
- c) que ces événements échappent au contrôle de la partie lésée ; et
- d) que le risque de ces événements n'a pu raisonnablement être assumé par la partie lésée.

10.3. Effets

En cas de rigueur, la partie lésée peut demander l'ouverture de renégociations de la présente Convention. La demande doit être faite par lettre recommandée ou moyen équivalent sans retard indu et être motivée.

La demande ne donne pas par elle-même à la partie lésée le droit de suspendre l'exécution de ses obligations.

Faute d'accord entre les parties dans un délai raisonnable, l'une ou l'autre peut saisir le tribunal compétent conformément à l'article 12 ci-dessous.

Le tribunal qui conclut à l'existence d'un cas de rigueur peut, s'il l'estime raisonnable:

- a) mettre fin à la Convention à la date et aux conditions qu'il fixe; ou
- b) adapter la Convention en vue de rétablir l'équilibre des prestations.

Article 11. Généralités

Si une clause de la présente Convention est déclarée nulle, cela n'affecte en rien la validité du reste du contrat. La clause entachée de nullité sera considérée comme non avenue.

Toute modification de la présente Convention devra être décidée d'un commun accord des Parties et faire l'objet d'un avenant. Le parallélisme des formes est à respecter.

Article 12. Loi applicable

La présente Convention est soumise au droit luxembourgeois.

Article 13. Compétence juridictionnelle

Les litiges éventuels découlant de la présente Convention seront de la compétence exclusive des cours et tribunaux du Grand-Duché de Luxembourg.

Convention conclue le _____ à _____ et rédigée en tant d'exemplaires que de parties, chaque exemplaire constituant un original.

Le Collège échevinal de la Ville d'Esch-sur Alzette

**Pour Sudstrom S.à r.l. & Co
S.e.c.s.,**

Vera SPAUTZ, Bourgmestre

Torsten Schockmel CAO& CFO

Martin KOX, Echevin

Jeff Paulus CIO & CTO

Jean TONNAR, Echevin

Henri HINTERSCHIED, Echevin

Daniel CODELLO, Echevin

CONTRAT DE LOCATION

ENTRE

L'Administration Communale de la Ville d'Esch-sur-Alzette, N° d'identité national 0000 5132 045, établie à L – 4138 ESCH-SUR-ALZETTE, Place de l'Hôtel de Ville, représentée par son Collège des Bourgmestre et Echevins actuellement en fonctions, à savoir

Madame Vera SPAUTZ, bourgmestre,
Monsieur Martin KOX, échevin,
Monsieur Jean TONNAR, échevin,
Monsieur Henri HINTERSCHEID échevin,
Monsieur Dan CODELLO, échevin,

Dénommée ci-après « la Ville »,

ET

La Société Sudstroum S.à r.l. & Co S.e.c.s., N° d'identité national 2007 2100 310 ayant son siège social à 12, rue Xavier Brasseur L-4040 Esch sur Alzette, inscrite au Registre de Commerce et des Sociétés sous le numéro B130.294 représentée par la Société Sudstroum S.à r.l., N° d'identité nationale 2007 2436 068, ayant son siège social à 12, rue Xavier Brasseur, L-4040 Esch-sur-Alzette, inscrite au Registre de Commerce et des Sociétés sous le numéro B130.282, et plus particulièrement par ses directeurs actuellement en fonctions, à savoir

Monsieur Torsten Schockmel, CAO & CFO,
Monsieur Jeff Paulus, CIO & CTO,

Dénommée ci-après « l'Utilisateur »,

Il a été conclu ce qui suit :

PREAMBULE

En vu de promouvoir l'utilisation de sources d'énergie alternatives, la Ville a accepté de mettre à la disposition de l'Utilisateur une partie de la toiture du bâtiment Ecole Lallange (ci-après dénommé « Ecole Lallange »), afin d'y exploiter une installation photovoltaïque.

Les conditions de réalisation et de gestion de l'installation sont arrêtées ci-après.

Article 1^{er} : Objet

1.1. Propriété et mise à disposition

La Ville accepte de mettre à disposition de l'Utilisateur les lieux et surfaces suivantes de l'Ecole Lallange, immeuble sis au lieu-dit « rue de Mondercange », Section B de Lallange, inscrit au cadastre sous le numéro 346/1524.

- a) La toiture de l'Ecole Lallange d'une surface de +/- 400 m2 et à toiture plate pour la mise en place de l'installation photovoltaïque appartenant à l'Utilisateur ;
- b) Un emplacement auprès du compteur d'électricité actuel, pour y installer le compteur de production d'électricité de SUDSTROUM et les installations techniques nécessaires au fonctionnement et au contrôle de l'installation photovoltaïque ;
- c) Un emplacement pour la fixation des onduleurs ;

Par ailleurs, la Ville autorise l'Utilisateur à user de l'accès au réseau téléphonique existant pour les besoins de télésurveillance de l'installation photovoltaïque. Tous les frais de communication résultant de cette télésurveillance seront à la charge de l'Utilisateur.

1.2. Déclaration de la Ville

La Ville déclare qu'elle jouit d'un droit de propriété exclusif et non grevé de servitude, ou d'un quelconque autre démembrement de propriété sur l'Ecole Lallange.

La mise à disposition des lieux et surfaces définis ci-avant ne contrarie pas l'affectation de l'Ecole Lallange à l'usage auquel il est destiné.

1.3. Déclaration de l'Utilisateur

Un état des lieux de la toiture et des éléments de l'Ecole Lallange sujet à modification sera dressé en présence des Parties avant la mise en place de l'installation photovoltaïque.

Au cas où aucun état des lieux n'est établi, les lieux et surfaces mis à disposition seront considérés comme ayant été remis en bon état de réparation.

Avant le début des travaux l'Utilisateur s'engage à analyser scrupuleusement le rapport établi par le Bureau d'Etude AU² en date du 03/11/2016 et à en respecter les prescriptions techniques y retenues, notamment en ce qui concerne la charge maximale de la toiture.

Le rapport est annexé à la présente Convention pour en faire partie intégrante.

L'Utilisateur soumettra avant l'installation de l'équipement un plan d'exécution de cette mise en place à la Ville pour accord préalable.

L'Utilisateur prendra soin de ne pas détériorer la toiture, respectivement les autres éléments de l'Ecole Lallange qui seront modifiés du fait de l'installation de l'équipement photovoltaïque.

L'Utilisateur déclare être le propriétaire de l'installation photovoltaïque.

L'unité de production reste la propriété de l'Utilisateur, sous réserve des dispositions de l'article 7.

L'électricité générée par l'unité de production est immédiatement acheminée dans le réseau d'électricité public.

La présente Convention ne constitue pas un contrat de fourniture d'électricité.

Article 2 : Durée et résiliation

2.1. Durée du contrat

La présente Convention est conclue pour une durée de quinze (15) ans, prenant cours à partir du 1^{er} janvier 2017.

Elle ne sortira ses effets qu'après l'approbation par le Conseil Communal de la Ville d'Esch-sur-Alzette.

2.2. Résiliation anticipée

La Ville est habilitée à résilier la présente Convention moyennant préavis de trois (3) mois lorsqu'un changement de l'affectation de l'immeuble, de son initiative ou non, rend la continuation de la mise à disposition matériellement impossible, ainsi qu'en cas de force majeure.

La Ville et l'Utilisateur seront à tout moment habilités à résilier la présente Convention avec effet immédiat dans les cas suivants :

- i. lorsque l'autre partie se rend responsable d'un manquement matériel à l'un quelconque des termes ou conditions de la présente Convention, lequel manquement n'aura pas été rectifié endéans trente (30) jours suivant mise en demeure de se faire;
- ii. lorsqu'une partie, selon le cas, prend acte d'activités ou de transactions généralement quelconques dans le chef de l'autre partie qui seraient illégales ou supposées être illégales, la présente Convention pourra être résiliée par l'une ou l'autre partie avec préavis ;
- iii. en cas de changement de législation rendant illégale l'exploitation de l'unité de production à quelque titre que ce soit ;
- iv. en cas de changement par la Ville du mode de jouissance de l'immeuble ;

- v. en cas d'aliénation, d'échange ou de location de l'immeuble ;
- vi. en cas de mise hors service de l'installation photovoltaïque pendant plus de douze (12) mois consécutifs, sans que les réparations nécessaires n'aient été entreprises par l'Utilisateur ;

Dans les cas de résiliation anticipée tels que prévus aux points *i*, *ii* et *vi*, à l'initiative de la Ville, la résiliation emporte les effets prévus à l'article 7 de la présente Convention.

Dans tous les autres cas, l'Utilisateur reste propriétaire des installations réalisées.

Article 3 : Prix

La mise à disposition des lieux et surfaces reste soumise au paiement d'une redevance annuelle de cent euros (100,00.-€) par l'Utilisateur à la Ville.

Article 4 : Les obligations des Partenaires

4.1. Droits et obligations de la Ville

4.1.1. L'autorisation conférée à l'Utilisateur est constitutive d'une simple tolérance, précaire, révocable et temporaire, exclusive d'un droit réel à son profit.

La prescription acquisitive d'une servitude ou d'un autre droit réel sur le toit ou sur une autre partie de l'immeuble mis à disposition par la Ville est explicitement exclue.

L'autorisation conférée à l'Utilisateur ne porte pas préjudice à la faculté de la Ville de procéder à des travaux d'entretien, de réparation, de reconstruction ou de modification de tout ou partie de l'immeuble. Des éventuels manques à gagner suite à de tels travaux ne sont pas à charge de la Ville. La Ville ne garantit pas la stabilité actuelle ou future de l'immeuble mis à disposition de l'Utilisateur pour l'installation.

4.1.2. La Ville s'interdit de s'immiscer d'une quelconque manière dans la gestion journalière de l'installation.

Sauf dans le cas où l'Utilisateur prouverait l'existence d'une faute grave dans le chef de la Ville, celle-ci n'est pas soumise à une quelconque responsabilité civile envers lui ou envers toute autre personne du fait de l'installation.

La Ville demeure soumise à une obligation générale de bonne foi.

4.2. Les obligations de l'Utilisateur

4.2.1. L'Utilisateur détient à tout moment la garde matérielle et juridique de l'installation. Il fera usage des lieux et surfaces mis à disposition en bon père de famille.

4.2.2. L'Utilisateur s'engage à tenir, à première demande, la Ville quitte et indemne de tous les frais, dépenses, taxes et impôts, prélèvements et autres charges nés ou à naître directement ou indirectement de la conclusion ou de l'exécution de la présente Convention.

4.2.3. L'Utilisateur s'engage à supprimer à ses frais et sur demande de la Ville l'unité de production et à remettre l'immeuble dans son pristin état à la fin pour n'importe quelle raison de la présente Convention, inclusivement en cas de résiliation de la Convention à l'initiative de la Ville ou suite à une injonction d'une autre autorité publique.

4.2.4. L'Utilisateur avertira la Ville de la nécessité de toute réparation ne lui incombant pas. L'Utilisateur s'engage à signaler à la Ville sans délai, dans le cadre des heures d'ouverture, tout dommage aux murs, toitures, conduites extérieures d'évacuation des eaux de pluie et autres incidents graves, dont il a connaissance.

Il avertira la Ville également de toute réparation et autres interventions nécessaires sur les parties dont l'entretien lui incombe, avant le début des travaux. Si les travaux envisagés entraînent ou sont susceptibles d'entraîner une modification ou transformation des parties de l'immeuble appartenant à la Ville, ils devront faire l'objet de l'accord préalable et exprès de la Ville.

4.2.5. Tous les frais en relation avec les réparations des lieux et surfaces mis à disposition, devenues nécessaires du fait de l'installation, de l'utilisation ou de l'enlèvement de l'équipement appartenant à l'Utilisateur, seront à sa charge exclusive.

Article 5: Accès sur place

La Ville prendra toute disposition utile pour que les agents de l'Utilisateur puissent, après en avoir formulé la demande et reçu l'autorisation de la Ville, se rendre à tout moment en tous endroits où une intervention de leur part serait nécessaire, pour procéder aux vérifications, constatations, ou réparations utiles à la bonne marche de l'exploitation, et ce uniquement en présence d'un membre du personnel de l'internat.

Au cours de la présente Convention, la Ville est autorisée à prendre inspection sur rendez-vous des lieux et surfaces mis à disposition de l'emprunteur pour vérifier leur état d'entretien.

Article 6 : Assurances

6.1. Assurances

L'Utilisateur s'engage à contracter pour toute la durée de la présente Convention auprès d'une compagnie d'assurances agréée au Luxembourg, une assurance contre tous les risques pouvant être causés par l'exploitation de la centrale photovoltaïque aux lieux et surfaces mis à sa disposition par la Ville.

6.2. Clause d'abandon de recours réciproque

6.2.1. En cas de sinistre, l'Utilisateur et la Ville renoncent réciproquement à tous recours qu'ils pourraient avoir l'un envers l'autre, ainsi qu'envers leurs assurances respectives sans distinction quant à la cause du sinistre, notamment que ce soit en raison d'une faute simple ou d'une faute lourde de l'autre partie, ou en raison d'une faute simple, d'une faute lourde des employés, préposés, représentants, organes, sous-traitants, fournisseurs ou agents d'exécution généralement quelconques de l'autre Partie. Les Parties renoncent dans les mêmes conditions à tous recours contre leurs employés, préposés, représentants, organes, sous-traitants, fournisseurs ou agents d'exécution généralement quelconques de l'autre partie.

6.2.2 L'Utilisateur garantira et indemniserà la Ville (en principal, intérêts et frais, en ce compris les frais de défense) de tous recours qui seraient intentés par des tiers (en ce compris les propriétaires des œuvres exposées) contre la Ville à la suite d'une faute simple, d'une faute lourde ou d'un dol de l'organisateur, de ses employés, préposés, représentants, organes, sous-traitants, fournisseurs ou agents d'exécution généralement quelconques.

L'Utilisateur s'adjoindra, à première demande de la Ville à toute négociation amiable avec le tiers, prendra fait et cause pour la Ville et collaborera loyalement à la recherche d'un accord amiable.

L'Utilisateur interviendra volontairement, à première demande de la Ville, dans toute procédure (judiciaire, de médiation, d'arbitrage, etc.) et prendra fait et cause pour la Ville.

6.2.3. La Ville s'engage aux mêmes garanties envers l'Utilisateur que celles fournies au point 6.2.2., en cas de faute simple, de faute lourde ou d'une dol de la Ville, de ses employés, préposés, représentants, organes, sous-traitants, fournisseurs ou agents d'exécution généralement quelconques.

Article 7. Cession de l'installation à la Ville

A l'expiration de la Convention, l'Utilisateur cède sans indemnité à la Ville l'installation photovoltaïque, les onduleurs, les transformations, embellissements et en général tous travaux exécutés, à moins que le propriétaire ne réclame le rétablissement des lieux en leur pristin état, exclusion faite pour les câbles encastrés.

Article 8. Cession de la Convention

Les droits et obligations de l'Utilisateur ne sont cessibles que moyennant acceptation préalable et écrite de la part de la Ville. Une acceptation énoncera les clauses et conditions auxquelles elle est accordée.

Toute cession faite au mépris de la présente disposition est inopposable à la Ville.

Toute sous-location est prohibée.

Article 9. Notifications

La Ville et l'Utilisateur conviennent que toutes notifications ou communications en exécution de la présente Convention seront faites par lettre recommandée ou moyen équivalent aux adresses reprises en première page ou, en cas de changement, à la dernière adresse notifiée par lettre recommandée ou moyen équivalent au cocontractant.

La remise à la poste de telles modifications ou communications vaut notification ou communication à compter du cinquième jour de l'expédition. Tout changement d'adresse de l'une quelconque des parties doit être porté à la connaissance des autres parties par lettre recommandée ou moyen équivalent et sans retard.

Article 10. Clause de rigueur

10.1. Respect des clauses de la Convention

Les parties sont tenues de remplir leurs obligations, quand bien même l'exécution en serait devenue plus onéreuse, sous réserve des dispositions suivantes relatives à la rigueur.

10.2. Définition du terme « rigueur »

Il y a rigueur lorsque surviennent des événements qui altèrent fondamentalement l'équilibre des prestations, soit que le coût de l'exécution des obligations ait substantiellement augmenté, soit que la valeur de la contre-prestation ait substantiellement diminué, et

- a) que ces événements sont survenus ou ont été connus de la partie lésée après la conclusion de la Convention ;
- b) que la partie lésée n'a pu, lors de la conclusion de la Convention, raisonnablement prendre de tels événements en considération ;
- c) que ces événements échappent au contrôle de la partie lésée ; et

- d) que le risque de ces événements n'a pu raisonnablement être assumé par la partie lésée.

10.3. Effets

En cas de rigueur, la partie lésée peut demander l'ouverture de renégociations de la présente Convention. La demande doit être faite par lettre recommandée ou moyen équivalent sans retard indu et être motivée.

La demande ne donne pas par elle-même à la partie lésée le droit de suspendre l'exécution de ses obligations.

Faute d'accord entre les parties dans un délai raisonnable, l'une ou l'autre peut saisir le tribunal compétent conformément à l'article 12 ci-dessous.

Le tribunal qui conclut à l'existence d'un cas de rigueur peut, s'il l'estime raisonnable:

- a) mettre fin à la Convention à la date et aux conditions qu'il fixe; ou
- b) adapter la Convention en vue de rétablir l'équilibre des prestations.

Article 11. Généralités

Si une clause de la présente Convention est déclarée nulle, cela n'affecte en rien la validité du reste du contrat. La clause entachée de nullité sera considérée comme non avenue.

Toute modification de la présente Convention devra être décidée d'un commun accord des Parties et faire l'objet d'un avenant. Le parallélisme des formes est à respecter.

Article 12. Loi applicable

La présente Convention est soumise au droit luxembourgeois.

Article 13. Compétence juridictionnelle

Les litiges éventuels découlant de la présente Convention seront de la compétence exclusive des cours et tribunaux du Grand-Duché de Luxembourg.

Convention conclue le _____ à _____ et rédigée en tant d'exemplaires que de parties, chaque exemplaire constituant un original.

Le Collège échevinal de la Ville d'Esch-sur Alzette

**Pour Sudstroum S.à r.l. & Co
S.e.c.s.,**

Vera SPAUTZ, Bourgmestre

Torsten Schockmel CAO& CFO

Martin KOX, Echevin

Jeff Paulus CIO & CTO

Jean TONNAR, Echevin

Henri HINTERSCHEID, Echevin

Daniel CODELLO, Echevin

CONVENTION

ENTRE

L'Etat du Grand-Duché de Luxembourg, n° d'identité nationale 0000 5003 067, représenté par son Ministre du Trésor et du Budget et par son Ministre de l'Environnement, pour lesquels agit Madame Simone EHLINGER, receveur des domaines au bureau de l'Enregistrement à Esch-sur-Alzette,

Dénommé ci-après « l'Etat »

L'Administration Communale de la Ville d'Esch-sur-Alzette, N° d'identité national 0000 5132 045, établie à L – 4138 ESCH-SUR-ALZETTE, Place de l'Hôtel de Ville, représentée par son collège des Bourgmestre et Echevins actuellement en fonction, à savoir

Madame Vera SPAUTZ, bourgmestre,
Monsieur Martin KOX, échevin,
Monsieur Jean TONNAR, échevin,
Monsieur Henri HINTERSCHEID échevin,
Monsieur Dan CODELLO, échevin,

Dénommée ci-après « la Ville »

ET

L'association sans but lucratif ENTENTE MINE COCKERILL, n° d'identité nationale 1996 6102 775, établie et ayant son siège à ESCH-SUR-ALZETTE, Site *Kazebierg*, constituée suivant acte sous seing privé daté du 5 août 1996, publié au Mémorial C sous le numéro 249 du 23 mai 1997, représentée par son conseil d'administration actuellement en fonctions, et pour les besoins de la présente

Monsieur Henri Clemens, Président,
Monsieur Luciano Paglarini, 1^{er} Vice-président,
Monsieur Silvio Aleva, 2^e Vice-président,

Dénommée ci-après « l'Association »

Il a été conclu ce qui suit :

PREAMBULE

Par contrat de bail conclu le 24 juin 2009, l'Etat a mis à disposition de l'Association les locaux situés sur le site de l'ancienne mine Cockerill au Ellergronn à L-4114 ESCH-SUR-ALZETTE.

En parallèle, une convention a été conclue entre la Ville et l'Association qui a été approuvée par le Conseil communal lors de sa séance du 5 juillet 2013. Cette convention visait essentiellement la participation de la Ville au programme de valorisation du site conformément aux termes de la convention passée entre l'Association et l'Etat.

Les Parties estiment cependant nécessaires de resserrer les liens entre elles afin de garantir une mise en œuvre optimale des objectifs à atteindre pour le site.

Pour ce faire, les parties ont convenu de ce qui suit :

Article 1^{er} : Objet

Les Parties souhaitent, dans les années à venir, procéder aux actions de revalorisation suivantes :

- rénovation / restauration de l'accès à la galerie sis au lieu-dit « *Im Ellergrund* », section C Esch Sud, inscrit au cadastre sous le numéro 932/4183 ;
- aménagement des alentours du site.

Article 2 : Durée et résiliation

2.1. Durée du contrat

La présente Convention est conclue pour une durée de trois (3) ans prenant cours à partir de la date de signature de la Convention. Par après, elle sera reconduite d'année en année, sauf résiliation dûment notifié en respectant un préavis de trois mois.

Elle ne sortira ses effets suite à l'approbation par le Conseil Communal de la Ville d'Esch-sur-Alzette, respectivement par l'autorité supérieure.

2.2. Résiliation anticipée

L'Etat est habilité à résilier la présente Convention moyennant préavis de trois (3) mois lorsqu'un changement de l'affectation de l'immeuble, de son initiative ou non, rend la continuation de la mise à disposition matériellement impossible, ainsi qu'en cas de force majeure.

La résiliation du contrat de bail liant l'Etat à l'Association vaudra nécessairement résiliation de la présente Convention.

Les Parties seront à tout moment habilitées à résilier la présente Convention avec effet immédiat dans les cas suivants :

- i. lorsque l'autre partie se rend responsable d'un manquement matériel à l'un quelconque des termes ou conditions de la présente convention, lequel manquement n'aura pas été rectifié endéans trente (30) jours suivant mise en demeure de se faire;
- ii. en cas de changement du mode de jouissance de l'immeuble ;
- iii. en cas d'aliénation ou d'échange de l'immeuble ;

Article 3 : Participation financière de la Ville

Au vu de la réalisation des objectifs esquissés à l'article 1^{er}, la Ville s'engage à participer au projet jusqu'à son parfait achèvement par une contribution financière annuelle devant être proposée et adoptée chaque année par le Conseil Communal.

Pour l'année 2017, la Ville met à disposition un subside d'un montant total de 25 000,00.-€.

Pour les années suivantes, la participation de la Ville sera fixée par avenant, sur proposition du Comité de coordination.

L'affectation des sommes attribuées à la réalisation des projets en cours sera décidé par le comité de coordination, conformément à l'article 4 de la présente Convention.

Article 4 : Comité de coordination

4.1. Afin d'assurer la poursuite des objectifs arrêtés à la présente Convention, un comité de coordination (ci-après « le Comité ») sera mis en place dès la signature. Le Comité sera composé de :

- 2 représentants de l'Etat,
- 2 représentants de la Ville,
- 2 représentants de l'Association.

4.2. Le Comité se réunit autant de fois que cela s'avèrera nécessaire et au moins deux (2) fois par an, sur demande écrite d'une des Parties à la Convention.

4.3. L'Etat, entant que propriétaire du site, reste en charge, par le biais l'Administration de la Nature et des Forêts (ci-après A.N.F.), de coordonner :

- la direction du musée,
- la gestion des visites réalisées sur l'ensemble du site,
- les activités et manifestations ayant lieu sur le site aux alentours du *Ellergronn*,
- les travaux à réaliser dans le cadre de l'aménagement des alentours.

De ce fait, les réunions du Comité seront présidées par un des représentants de l'Etat.

4.4. Le Comité décidera, entre autres, de l'affectation du budget mis à disposition annuellement par la Ville, en fonction du montant pouvant être mis à disposition par elle ;

Il discutera également :

- de la coordination des travaux à réaliser dans le cadre de l'aménagement du site,
- du programme d'activités et manifestations ayant lieu sur le site,
- de la participation financière annuelle à envisager par la Ville.

Article 5. Avenants

Pour le cas où une des parties à la présente Convention estime qu'une révision de la Convention s'impose, une demande à ces fins doit être adressée à l'autre partie par lettre recommandée.

Tout avenant à la présente Convention devra impérativement se faire sous forme écrite, en respect du principe de parallélisme des formes.

Dans un délai d'un (1) mois à partir de la réception de la lettre recommandée, les négociations à ces fins doivent être entamées et en cas de désaccord, ce dernier doit être constaté par écrit au plus tard deux mois suite au commencement des pourparlers.

Le non aboutissement des pourparlers n'entachera en aucun cas la validité de la présente Convention qui continuera à produire ses effets.

Article 6. Cession de la convention

Les droits et obligations de l'Association ne sont aucunement cessibles, la présente convention étant conclue *intuitu personae*.

Toute cession faite au mépris de la présente disposition est inopposable à l'Etat et à la Ville.

Article 7. Généralités

La présente Convention remplace et annule celle conclue entre la Ville et l'Association du 5 juillet 2013.

Le contrat de bail conclu entre l'Etat et l'Association n'est aucunement affecté par la présente Convention. Néanmoins, la résiliation du contrat de bail entre l'Etat et l'Association vaudra, *de facto*, résiliation de la présente Convention.

Si une clause de la présente Convention est déclarée nulle, cela n'affecte en rien la validité du reste du contrat. La clause entachée de nullité sera considérée comme non avenue.

Toute modification de la présente convention devra être décidée d'un commun accord des Parties et faire l'objet d'un avenant. Le parallélisme des formes est à respecter.

Article 8. Loi applicable

La présente Convention est soumise au droit luxembourgeois.

Article 9. Compétence juridictionnelle

Les litiges éventuels découlant de la présente Convention seront de la compétence exclusive des cours et tribunaux du Grand-Duché de Luxembourg.

Les Parties s'engagent à tenter de trouver une solution amiable à leur litige avant d'entamer une quelconque procédure judiciaire.

Convention conclue le _____ à _____ et rédigée en tant d'exemplaires que de parties, chaque exemplaire constituant un original.

Le Collège échevinal de la Ville d'Esch-sur Alzette

Vera SPAUTZ, Bourgmestre

Martin KOX, Echevin

Jean TONNAR, Echevin

Henri HINTERSCHIED, Echevin

Dan CODELLO, Echevin

Pour l'Etat

Simone EHLINGER, Receveur

Pour l'Association

Henri CLEMENS, Président

Luciano PAGLARINI,
1^{er} Vice-président

Silvio ALEVA
2^e Vice-Président



Ville d'Esch-sur-Alzette

QUESTIONS DE PERSONNEL

(séance publique)

A) Création et suppression de postes.

Travaux municipaux, division du géomètre:

- 1) Création sous le régime du fonctionnaire d'un poste appartenant à la carrière de l'ingénieur technicien.
Lettre du 29 septembre 2016 de Madame le chef de service du service géomatique.

Rapport du 10 octobre 2016 de Madame le chef de service du service structures et organisation.

Les tâches qui incomberont au nouveau titulaire sont définies comme suit:

- Mise à jour des données vectorielles et des tables attributaires du SIG (données géométriques, attributs, métadonnées)
- Configuration et paramétrage des classes d'objets du SIG
- Soutien au responsable des levées tachymétriques
- Levée de terrain des nouveaux projets avec GPS
- Mise à jour du plan interactif de la Ville (www.topographie.esch.lu)
- Confection de tout type de plan suivant demande des services communaux
- Utilisation de l'interface FME Workbench permettant de transformer des structures et des contenus de données.

Le profil requis est défini comme suit:

- Formation en ingénierie topographique et géomatique appliquée ou équivalent
- Connaissance en ingénierie topographique et géodésique
- Maîtrise d'un logiciel SIG
- Gestion de bases de données
- Analyse et requêtes spatiales
- Connaissance d'un langage de développement

- 2) Suppression au même service par voie de conséquence du poste d'expéditionnaire technique dont l'actuel titulaire a été transféré dans un autre service communal.

Travaux municipaux, division du génie civil:

- 1) Création auprès du service de l'hygiène d'un poste de salarié appartenant à la carrière du chef d'équipe.
Rapport du 23 octobre 2016 de Madame le chef de service du service structures et organisation.

Les tâches qui incomberont au nouveau titulaire sont définies comme suit:

- Organisation et gestion des équipes d'entretien des espaces publics
- Organisation et suivi des tours de collectes déchets (effectifs, véhicules)
- Etablissement et suivi des plans de travail des équipes
- Gestion de l'horaire mobile des équipes
- Suivi des doléances dans le domaine de la salubrité publique
- Gestion du stock de matériel et de vêtements de travail
- Coordination des tâches avec la hiérarchie supérieure (Chef de service, Direction, CBE)

- 2) Suppression au service de la voirie par voie de conséquence d'un poste de salarié artisan dont le titulaire a fait valoir ses droits à une pension de retraite.

Administration de l'architecte, parc animalier:

Création d'un poste de salarié communal (anc. Ouvrier communal grade 1-3) dont l'affectation aura lieu auprès du parc animalier du Galgenberg.

Lettre du 27 octobre 2016 de Monsieur l'architecte directeur.

Rapport du 3 novembre 2016 de Madame le chef de service du service structures et organisation.

Les tâches suivantes incomberont au nouveau titulaire :

- Entretien et surveillance du parc : entretien des alentours, des enclos, des volières, des cabanes pour animaux, de l'espace-jeu et de la ferme pédagogique ; contrôle des clôtures, nourriture et eau ; enlèvement des objets dangereux pour les animaux
- Nourrir les animaux suivant le plan de nourriture et les conseils du vétérinaire
- Surveiller l'état de santé des animaux
- Tenir à jour l'inventaire des animaux (naissances et décès)
- Marquage sanitel des animaux nouveau-nés
- Préparation des sachets de nourriture pour les visiteurs
- Contrôler la réserve de nourriture et préparer les commandes
- Visites guidées sur le site
- Surveillance du « Heemelwee »
- Travailler les animaux de compagnie

B) Conversion d'un poste de salarié à tâche intellectuelle en un poste de fonctionnaire appartenant à la carrière de l'ingénieur diplômé

Conversion du poste de salarié à tâche intellectuelle (anc. employé privé) créé par décision du conseil communal du 11 juillet 2008 en un poste de fonctionnaire appartenant à la carrière de l'ingénieur diplômé.

Régularisation d'une situation existante par le biais de l'article 2 sub 6) du statut général des fonctionnaires communaux.

(Pour gouverner : Madame Daisy Wagner occupe le poste d'employé privé créé le 11.7.2008. Elle bénéficiera d'une nomination de fonctionnaire à partir du 1.1.2017.)

C) Prolongation de stage.

Prolongation de la durée du stage de 2 mois de **Monsieur Kim Lefèber**, né le 21 août 1988, nommé provisoirement avec effet au 1^{er} janvier 2015 aux fonctions d'artisan de la Ville.

Motif: L'examen d'admission définitive n'a pas été organisé dans les délais nécessaires par le Ministère de l'Intérieur, de sorte qu'une prolongation de stage s'impose.

Demande de prolongation de stage de l'intéressé du 28 novembre 2016.

Esch-sur-Alzette, le 2 décembre 2016.
Service du personnel.

Pas de documents associés à ce point

Pas de documents associés à ce point

Pas de documents associés à ce point

Pas de documents associés à ce point

Pas de documents associés à ce point

Pas de documents associés à ce point

Pas de documents associés à ce point

Pas de documents associés à ce point

Pas de documents associés à ce point

Pas de documents associés à ce point